

L'État de l'entre-deux-guerres, ou l'histoire et la politique dans la Pologne d'aujourd'hui

Marek Węcowski
Université de Varsovie

Sociétés politiques comparées, 57, mai-août 2022

ISSN 2429-1714

Éditeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Marek Węcowski, « L'État de l'entre-deux-guerres, ou l'histoire et la politique dans la Pologne d'aujourd'hui », *Sociétés politiques comparées*, 57, mai/août 2022, http://www.fasopo.org/sites/default/files/charivaria1_n57.pdf



L'État de l'entre-deux-guerres, ou l'histoire et la politique dans la Pologne d'aujourd'hui

Résumé

Un défi sérieux se pose pour les intellectuels polonais, les hommes politiques de l'opposition et les historiens et historiennes professionnels quant à la vision du « destin historique » de la Pologne, qui a été promue de façon brutale pendant des années par le gouvernement de droite du parti Droit et justice (PiS). D'une part celle-ci idéalise et falsifie l'histoire polonaise et, d'autre part, elle prédit une catastrophe historique atteignant la Pologne dans un avenir proche. Le déclenchement de la guerre en Ukraine peut sembler confirmer, au moins partiellement, cette vision. Cet article l'examine donc de plus près pour la remettre en cause, et réfléchit à ses sources, ainsi qu'à son destin dans les nouvelles conditions politiques.



The "Interwar State", or History and Politics in Today's Poland

Abstract

A serious challenge for Polish intellectuals, opposition politicians and professional historians is the fact that the vision of Poland's "historical destiny" brutally promoted for years by the right-wing *Law and Justice* (PiS) government, which on the one hand idealizes and falsifies Polish history and on the other predicts a historical catastrophe awaiting Poland in the near future, may seem partially accurate with the outbreak of war in Ukraine. It is therefore worth taking a closer look at this vision and reflecting on its sources, as well as on its fate in the new political conditions.



Mots-clés

Guerre en Ukraine ; histoire de l'entre-deux-guerres ; liberté de la recherche scientifique ; liberté des médias ; mémoire collective ; parti Droit et justice (PiS) ; politique historique ; Pologne ; propagande d'État.



Keywords

Collective memory; freedom of scientific research; freedom of the media; historical policy; interwar history; Law and Justice party; Poland; state propaganda; war in Ukraine.

Pour le sixième temps de notre réflexion collective sur la liberté scientifique, Sociétés Politiques Comparées publie trois contributions qui, de façon différente mais convergente, mettent en évidence des ressorts de la violation de la liberté intellectuelle et scientifique, ressorts internes aux situations autoritaires et qui tous ont trait aux idées et aux visions du monde.

Peter Geschiere le fait à travers son hommage à l'anthropologue qu'est notre collègue et amie Fariba Adelkhah, laquelle fêtait, le 5 juin dernier, le triste anniversaire de ses trois années d'emprisonnement à Evin, la célèbre prison de Téhéran. En insérant le travail de Fariba dans les pas des grands noms de la discipline et en montrant ses apports sur les questions cruciales du terrain et de l'observation participante, Peter Geschiere souligne en creux l'un des ressorts les plus efficaces de la violation de la liberté scientifique : la pensée binaire et ses catégories structurantes de la vie politique. Ce sont en revanche l'instrumentalisation de la justice et peut-être plus encore les atteintes aux modes de vie et à la vie quotidienne elle-même (dans ce qu'elle a aussi d'émotive et d'intérieur, dans ses conceptions et rapports aux autres nécessairement pluriels) que met au jour Osman Kavala. Dans un court mais intense texte sous la forme d'une ode aux arbres et à la force qu'ils apportent, ce dernier nous offre sa lecture du « procès » de Gezi qui a eu lieu à Istanbul en avril 2022 et au terme duquel il a été condamné à la perpétuité. Marek Węcowski quant à lui décortique l'idéologie du parti au pouvoir en Pologne et ses conceptions de l'histoire dans les contraintes qui pèsent sur les intellectuels, à commencer par les historiens. Il montre comment la guerre en Ukraine renforce cette lecture mythique de la grandeur du pays et risque d'accentuer encore davantage les attaques contre la science.

Le problème de la liberté scientifique en Pologne aujourd'hui est, d'une part, une défense de la liberté de recherche et d'expression contre l'action, formelle et informelle, d'un appareil d'État motivé par l'idéologie du parti dirigeant. D'autre part, et plus spécifiquement pour les historiens et les historiennes universitaires, il s'agit d'une défense contre l'histoire elle-même. Ou, plus précisément, contre une certaine vision de l'histoire polonaise qui tente de s'imposer comme la version dominante de l'histoire de l'État et de la nation¹. De fait, de tout temps, l'historien professionnel a dû, quelles que soient les circonstances, protéger sa liberté de recherche contre les assauts de l'histoire, surtout de sa propre histoire, et cela d'autant plus si elle est façonnée par l'idéologie d'un parti politique. Mais aujourd'hui, nous nous trouvons dans un moment historique unique et extrêmement dangereux à l'échelle mondiale du fait des défis posés par la brutale agression militaire de la Russie contre l'Ukraine. Dans cette situation nouvelle, le paradoxe auquel est confronté notre historien polonais est que les autorités polonaises ont longtemps construit leur vision idéologique du passé et de l'avenir de la Pologne sur l'hypothèse que notre pays pourrait bientôt se trouver dans une position aussi dangereuse que celle de l'Ukraine. Ainsi, d'un certain point de vue, on ne peut que constater que la vision idéologique de l'histoire et du destin du pays formulée par le parti Droit et justice (ou PiS) a été confirmée, au moins en partie et sous certains aspects. Quelle position un historien doit-il adopter dans ce contexte ?

Juste avant le déclenchement de la guerre, j'avais formulé quelques réflexions sur cette question que je voudrais présenter ici. Dans mes conclusions, j'essaierai d'analyser dans quelle mesure cette vision de l'histoire et de l'avenir de la Pologne, créée par le parti au pouvoir, résiste à une confrontation avec la réalité politique dramatique d'aujourd'hui et à ses implications idéologiques.

Revenons pour commencer au moment précédant la guerre. Le Premier ministre Mateusz Morawiecki a depuis longtemps exprimé ses craintes de voir l'Europe entrer dans une Troisième Guerre mondiale. Lors de la crise des réfugiés survenue en 2021 à la frontière biélorusse, les autorités ont réagi – de manière inhumaine

¹ Une version plus courte de cet article a été publiée en polonais dans l'hebdomadaire *Polityka* le 23 février 2022 : <https://www.polityka.pl/tvgodnik/polityka/kraj/2155169,1,mit-ii-rp.read> (consulté le 21/06/2022).

et excessivement militariste – comme si ce scénario avait déjà commencé à se réaliser. Donnant libre cours à ses phobies anti-allemandes, Jarosław Kaczyński, le leader incontesté du parti au pouvoir, a vaguement mis en garde, sous les applaudissements du parti, contre la naissance de ce qu’il a nommé le « Quatrième Reich » allemand. C’est en ces termes qu’il a désigné la position prédominante de l’Allemagne en Europe comme le plus grand danger politique pour la Pologne.

À première vue, en observant les efforts déployés par Droit et justice pour détruire la démocratie polonaise, il est difficile de résister à l’impression que les membres de ce parti n’ont d’autre objectif que de rester au pouvoir le plus longtemps possible et – éventuellement pour certains idéologues du parti – la vague idée de créer un « homme nouveau » qui serait en adéquation avec leur idéal. Subordonnant l’économie, la vie sociale et la politique étrangère à des gains à court terme dans les sondages, ils semblent n’être que de petits opportunistes populistes qui, en raison du désordre général dans le monde contemporain, peuvent pour le moment s’en tirer à bon compte. De la sorte, il est difficile de leur attribuer une quelconque vision significative à long terme. Comment envisagent-ils exactement l’avenir de la Pologne qui, sous leur règne, est en grave désaccord avec ses partenaires européens et ses alliés euro-atlantiques, et profondément divisée sur le plan interne ?

Ce point de vue sur les actions du PiS domine les commentaires politiques et le « discours médiatique » de l’opposition. Mais nous pouvons supposer qu’il est erroné, notamment parce que nous savons que Kaczyński est un homme politique qui pense sur le très long terme. Il convient donc d’envisager le fait que les dirigeants du parti Droit et justice ont un plan à long terme pour la Pologne. D’autant plus que le déclenchement de la guerre en Ukraine et que les événements politiques qui en ont découlé en Europe semblent confirmer, du moins de manière superficielle, le diagnostic du PiS, et risquent de renforcer la détermination de ce parti à continuer dans la même voie, et même à agir de manière encore plus radicale sur la base de sa vision du monde. Essayons donc de comprendre le plan de grande envergure de Kaczyński avant la guerre – et de l’appréhender en termes d’action rationnelle.

Des concepts idéologiques généraux orientent les actions du PiS. Tel est le cas d’un certain messianisme à l’ancienne, qui attribue un rôle historique exceptionnel à la Pologne. À l’époque de l’indépendance perdue au XIX^e siècle, cette dernière aurait souffert pour toute l’Europe sous les jougs russe et allemand afin d’apporter un jour un renouveau moral et spirituel à l’« Occident ». Telle est encore le cas de la croyance en l’innocence historique innée de la Pologne, qui ressort de manière particulièrement évidente du déni total de toute responsabilité de la nation dans la complicité de certains Polonais dans l’Holocauste. Tel est également le cas de ce qui motive l’action publique de l’Église catholique et de nombreux hommes et femmes politiques de droite, à savoir l’obsession d’une « tradition » à défendre, tradition prétendument menacée par le flot de la « dégénérescence occidentale » (comprenant aussi bien le « gauchisme » que l’« idéologie du *gender* », l’« idéologie LGBT », etc.). Tout ceci, bien que très important car il déverse des vagues successives de ressentiment sur toutes les minorités en Pologne, me semble n’être qu’une forme ou, au mieux, une manifestation extérieure de quelque chose de beaucoup plus profond.

À l’époque de la République populaire de Pologne, ou de la « PRL » communiste, dans de nombreux foyers polonais traditionnels, l’entre-deux-guerres était considéré comme la plus belle époque de l’histoire de la Pologne, le temps du bonheur réel, presque mythique, des Polonais. Dans la Pologne communiste, plusieurs générations ont grandi avec cet idéal, des rêves de rayons de supermarché remplis de toutes sortes de marchandises à une image de superpuissance, ou du moins d’une Pologne comprenant aussi bien Vilnius que Lviv. Des souvenirs rendant légitimement fiers d’une époque où il existait une unification du pays auparavant déchiré, du succès de la modernisation et enfin de la victoire miraculeuse sur l’invasion bolchevique en 1920, mais aussi de la coexistence prétendument harmonieuse des citoyens polonais de diverses nationalités. À cela s’ajoute l’image du leader idéal, homme d’État désintéressé et génie de la guerre, le maréchal Józef Piłsudski, un des fondateurs de l’indépendance de la Pologne en 1918 et dirigeant autoritaire du pays jusqu’à sa mort, en 1935. L’éducation et l’endoctrinement de la PRL ne sont pas parvenus à faire pâlir cet idéal. Mais cette

vision présentait une faiblesse intrinsèque fondamentale. Si la Pologne d'avant-guerre était si grande et avait des dirigeants si géniaux (comparés sans cesse à des apparatchiks communistes méprisés), alors pourquoi s'est-elle effondrée comme un château de cartes en septembre 1939 ?

La réponse à ce doute était, bien sûr, le « coup de poignard dans le dos », l'attaque perfide des Soviétiques contre la Pologne qui se défendait contre les Allemands le 17 septembre 1939, et parfois la rengaine de la « trahison des alliés », la passivité de la France et de l'Angleterre sur le front occidental. En un mot, les Polonais auraient pu se défendre face à Hitler si on leur en avait donné l'opportunité de le faire. Mais il y avait aussi une réponse beaucoup plus profonde et plus intéressante, qui a par exemple été esquissée lors de la discussion sur la Résistance polonaise ou sur le Soulèvement de Varsovie en 1944. La Pologne de l'entre-deux-guerres aurait « en fait » remporté un succès historique. Les Polonais, en raison de leur situation géographique les amenant inévitablement à être écrasés par les Allemands et par les Russes, purent témoigner de leur valeur pendant la guerre, survivre aux temps les plus durs de l'occupation et du communisme, et conserver pendant la période de captivité ce qui était le plus précieux, c'est-à-dire l'esprit patriotique de la nation, y compris le souvenir de l'« âge d'or » polonais qui fut trahit et interrompu – à savoir la deuxième République polonaise.

Dans la perception populaire, une grande partie de ce triomphe historique, imaginé par-delà la chute de la Pologne de l'entre-deux-guerres, était attribuée à l'Église et au catholicisme traditionnel. Cependant, selon cette vision, un autre facteur était d'une grande importance. De nombreuses personnes dont l'enfance s'était déroulée avant septembre 1939 se souvenaient de leur école d'avant-guerre, de leurs liens étroits avec la religion, de leur respect des valeurs traditionnelles, de leur éducation patriotique et, surtout, de leur culte du maréchal Piłsudski considéré comme un « grand-père » bienveillant et attentionné. Et c'est cette vision nostalgique qui a constitué le fondement de la formation patriotique non officielle de l'ère communiste.

En observant la politique du parti au pouvoir à l'heure actuelle, y compris la conférence de presse de Kaczyński le 26 octobre 2021, au cours de laquelle il a présenté un plan nébuleux pour un grand programme de défense nationale, j'ai l'impression qu'au niveau le plus profond, la motivation fondamentale du PiS est une sorte de « syndrome de l'entre-deux-guerres » issu du concept patriotique cultivé durant « l'ère PRL » décrit ci-dessus. Je pense que le plan de Kaczyński en découle directement et que ce n'est qu'à la lumière de celui-ci que nous pouvons comprendre ses actions. Et que ces actions sont tout à fait rationnelles si on les appréhende à l'aune d'une vision du monde construite sur cette conception.

Il existe de nombreux parallèles entre la politique autoritaire, extrêmement conservatrice et traditionaliste des autorités polonaises entre les deux guerres et les méthodes et l'idéologie de la droite polonaise aujourd'hui. Cependant, je suis principalement intéressé par une certaine représentation de « l'entre-deux-guerres » que les politiciens actuels de Droit et justice ont en tête. Je ne veux pas seulement dire que Kaczyński, et avec lui la politique étrangère et intérieure polonaise, sont asservis à une analogie historique avec la tragédie de l'effondrement de la Pologne d'avant la guerre, entretenant le souvenir de l'« hostilité éternelle » de l'Allemagne, du combat solitaire des Polonais et de la « trahison » des alliés occidentaux, ce qui implique qu'aujourd'hui nous ne devons compter que sur nous-mêmes et que, soit dit en passant, nous ne respectons pas particulièrement les alliés. Je ne veux pas seulement dire non plus que ce même « syndrome de l'entre-deux-guerres » est influencé par le mépris de Piłsudski pour le parlementarisme multipartite et une hostilité autoritaire envers les médias indiscrets, parce qu'indépendants, ainsi que par une indulgence pour les transgressions et la corruption dans les rangs des fidèles « légionnaires » de Kaczyński, dont le passé d'anciens combattants anticommunistes est d'ailleurs largement exagéré. L'affaire est bien plus grave.

Ce qui mérite une attention particulière, c'est la férocité avec laquelle le PiS lutte pour l'assujettissement complet de l'école polonaise et du marché des médias, pour l'intimidation et la neutralisation du monde universitaire, pour une domination incontestable dans la sphère de l'éducation et de l'information, de la culture et de la mémoire historique, en laissant s'impliquer les apparatchiks les plus brutaux du parti dans ces

domaines et en prenant les décisions les plus radicales et les plus risquées économiquement et politiquement. Les exemples pourraient être multipliés presque à l'infini. Rappelons ici la prise de contrôle par les militants du parti au pouvoir de l'ensemble du marché de la presse locale avec l'argent public de la grande compagnie pétrolière d'État Orlen ; la soumission au Parlement d'une loi frappant les propriétaires et les actionnaires étrangers de médias électroniques, qui visait principalement la société TVN, le plus grand groupe de médias indépendant de Pologne ; un amendement de 2018 à la loi sur l'Institut de la mémoire nationale (l'« IPN »), qui criminalisait la « diffamation » de la nation polonaise, frappant, entre autres, les chercheurs sur les conflits politiques et nationaux impliquant des Polonais, et en particulier les recherches sur la Shoah. En outre, le même Institut de la mémoire nationale, par son travail systématique sous le gouvernement du parti Droit et justice, a créé un conflit profond entre la Pologne et des institutions traitant également de la mémoire historique en Ukraine, annihilant les efforts des gouvernements précédents pour parvenir à une réconciliation polono-ukrainienne sur le « massacre de Volhynie », la vague de nettoyage ethnique sauvage perpétrée par les nationalistes ukrainiens contre les Polonais dans l'actuelle Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans le domaine de la science et de l'éducation, le gouvernement a modifié la loi sur les universités afin d'empêcher les autorités académiques d'intervenir lorsque des partisans du gouvernement prêchent des opinions peu scientifiques ou qui affectent les minorités. Un nouveau programme intitulé « L'Histoire et le présent » a également été introduit dans les écoles ; l'auteur du seul manuel scolaire dont l'utilisation a été approuvée jusqu'à présent est un homme politique et député européen du parti Droit et justice, l'historien conservateur Wojciech Roszkowski. Le caractère brutalement propagandiste, nationaliste et idéologiquement anti-européen et, surtout, anti-allemand de ce livre a suscité l'inquiétude du public dès le lendemain de sa publication.

Certes, l'amendement à la « loi IPN » a été annulé suite aux protestations de l'opinion publique mondiale et sous la pression du gouvernement américain. Mais il ne s'agit en aucun cas d'accidents de parcours. Ces actions radicales et risquées s'inscrivent parfaitement dans la lignée de la politique étrangère du parti et de ses plans annoncés avant la guerre en Ukraine pour reconstruire la défense polonaise. Le concept d'une armée citoyenne de masse est dans la même veine que les tentatives de l'ancien ministre de la Défense nationale Antoni Macierewicz (2015-2018) pour idéologiser complètement l'armée, ainsi que de l'idée d'acheter des centaines d'autels de campagne automoteurs pour l'armée polonaise, qui a été raillée par l'opinion publique et finalement abandonnée. Il convient pour nous d'essayer de comprendre quelle vision de l'avenir, et pas seulement du passé de la Pologne, se cache derrière ces actions.

La politique du PiS, qui va du fait de s'accommoder d'une incompétence extrême, du népotisme et d'une corruption d'une ampleur sans précédent au conflit permanent avec tous les partenaires potentiels sur la scène internationale et à une exacerbation constante des conflits entre Polonais et Polonaises, peut donner l'impression d'un comportement chaotique et à courte vue selon le principe « après nous, le déluge ». Je soutiens que ce n'est pas le cas. Il semble très probable que tout cela découle de la conviction que les effets négatifs à court ou même à moyen terme d'une telle politique – qu'elle soit interne ou étrangère – n'ont tout simplement aucune importance dans une perspective historique à plus long terme ou même historiosophique. Le prix vaut la peine d'être payé. On peut avoir l'impression que Kaczyński et son cercle le plus proche étaient convaincus que, quelle que soit la conjoncture économique ou politique actuelle, le seul succès durable que la Pologne – toujours tragiquement située entre les « empires » hostiles de la Russie et de l'Allemagne (entendre l'Union Européenne) dans un monde de plus en plus instable – peut espérer emporter est une nouvelle victoire d'outre-tombe : la survie de la nation avec son esprit patriotique au-delà de la défaite inévitable de l'État polonais dans sa forme actuelle. Derrière leur comportement, on pouvait à mon avis discerner un calcul fataliste selon lequel, dans un temps relativement court, il y aurait une grande crise politique ou un conflit militaire au cours duquel les espoirs de survie d'une Pologne inévitablement abandonnée par ses alliés seraient quasi inexistantes.

De ce point de vue, la Troisième République démocratique au tournant des XX^e et XXI^e siècles n'est qu'un « État saisonnier », et ses institutions ou ses réalisations actuelles n'ont de toute façon aucune importance.

C'est ainsi que j'expliquerais la prise de contrôle brutale par le parti au pouvoir des institutions culturelles, des médias, des musées, etc., ainsi que les attaques à courte vue contre la science et l'éducation polonaises et les réformes antidémocratiques du système judiciaire qui font que le gouvernement polonais est en conflit permanent avec la Commission européenne. Tout ceci semble compréhensible et même logique si nous formulons l'hypothèse que les autorités actuelles sont fermement convaincues que ce qui peut et doit être fait dans le temps qui nous est donné exigerait un effort maximal d'endoctrinement radical à l'école, dans la culture, les médias, les galeries d'art, les musées, l'armée de masse et dans tous les autres domaines de l'activité de l'État, ceci afin que les générations futures puissent préserver leur identité nationale grâce à l'idéal d'une autre Pologne de l'entre-deux-guerres, naturellement dirigée par un commandant en chef différent (cette fois incarné par deux personnes, Jarosław Kaczyński et Lech, son frère décédé) et dans une version pour ainsi dire « corrigée » de l'histoire de l'opposition anticommuniste et de l'histoire de la Troisième République après 1989. En bref, l'objectif semble être de semer les graines d'un patriotisme spécifiquement façonné, souvent exprimé à travers l'idéal de la « souveraineté » absolue de la Pologne (quoi que cela puisse signifier dans le monde d'aujourd'hui), plutôt que de consolider la force réelle de l'État et la liberté des Polonais ici et maintenant. Il ne s'agit toutefois pas d'une querelle pratique et idéologique entre le traditionalisme et la modernisation, qui est de coutume en Pologne depuis de nombreuses générations, mais d'une vision qui va beaucoup plus loin, au-delà de la politique actuelle.

À cet égard, on peut constater une différence significative avec les actions du PiS lors du référendum européen soutenu par le parti en 2003 ou même lors de la première période de son règne (2005-2007). Il semble que ce soit la crise des réfugiés dans les Balkans en 2015 (et dans une moindre mesure le référendum sur le Brexit), précédant immédiatement le moment où cette formation a repris le pouvoir, qui a finalement façonné cette vision fataliste du monde, convainquant Kaczyński de la fin supposée inévitable de l'ordre européen actuel. Les espoirs que le PiS a aveuglément placés dans la présidence américaine de Donald Trump s'accordent également avec cette vision du monde. Seule l'implication totale et inconditionnelle d'un troisième « empire », brisant ce que le PiS considère comme un « duopole » russo-allemand nuisible à la Pologne, pourrait, selon cette vision du monde, rompre le cercle vicieux de l'histoire polonaise.

Or des tendances autoritaires similaires peuvent aujourd'hui être observées dans de nombreux pays du monde. En Europe, ils font parfois référence à la Première Guerre mondiale et à l'entre-deux-guerres qui ont déchiré la Belle Époque de l'ancien ordre politique et culturel eurasiatique. On peut le constater, par exemple, en Hongrie ou en Turquie. Paradoxalement, cependant, la vision du PiS pour la Pologne, le grand vainqueur de la Première Guerre mondiale, est très différente des nostalgies et des ambitions des perdants de l'époque – les plans pour un « empire » ottoman ressuscité d'Erdoğan ou le rêve de « Grande Hongrie » de Victor Orbán. Ouvertement ou secrètement, les politiques de ces pays – comme la Russie de Poutine – parient sur un avenir chaotique pour le continent qui pourrait permettre un retour à un fier passé impérial. Toutefois, réaliser cette ambition implique de faire un effort considérable pour moderniser les forces armées et d'avoir une politique étrangère efficace. Cette comparaison montre que, bien que les formes de propagande nationale-conservatrice-religieuse, xénophobe, homophobe, etc. soient similaires partout, dans le cas polonais, elles se substituent aux efforts qu'il faudrait déployer afin de mettre en œuvre des réformes réelles et ayant des effets sur le long terme, ce qui est parfaitement illustré par l'état actuel de l'armée polonaise, qui devrait par définition être l'incarnation du pouvoir du parti. L'état déplorable de la diplomatie du PiS ne mérite même pas d'être mentionné.

En Pologne, je le dis, tout cela ressort d'une vision politique presque eschatologique, qui donne la priorité à un avenir lointain imaginé plutôt qu'aux défis concrets du présent. Selon cette vision, l'investissement à long terme le plus important est la propagande elle-même, car c'est elle qui doit assurer la « survie » future de la nation. L'appropriation par le gouvernement de l'excellent Musée de la Seconde Guerre mondiale à Gdansk montre que, selon cette logique, il ne peut y avoir de place en Pologne pour aucune autre forme de mémoire historique ou sociale. L'Institut de la mémoire nationale, en collaboration avec le ministre de l'Éducation et des sciences et le ministre de la Culture et du patrimoine national, s'en chargera et le fera de manière encore

plus brutale qu'auparavant (voir ci-dessus). C'est également là qu'intervient la propagande éhontée de médias « publics » entièrement dominés par le PiS. D'autre part, le phénomène de la très nationaliste « Marche de l'Indépendance » du 11 novembre, qui attire les foules et à l'égard duquel l'attitude chaleureuse du PiS dépasse, à mon avis, la dimension des alliances tactiques avec les extrémistes de droite, est pour le parti un signe visible du succès que remporte sa vision de la Pologne d'aujourd'hui. Compte tenu de tout cela, je pense qu'il est important de ne pas se conforter dans les débats politiques actuels, comme on le fait trop souvent, avec des slogans sur « les agents cachés de Poutine », « le gouvernement des perdants » ou « l'alliance avec les néo-fascistes ». Ils décrivent les effets, mais ne rendent pas compte des motivations profondes des politiques du parti au pouvoir. Et ils obscurcissent la hiérarchie des valeurs, et donc les priorités politiques du PiS, et permettent ainsi à Kaczyński de surprendre les démocrates polonais à maintes reprises. Même si cette construction idéologique peut souvent n'être qu'un alibi commode pour l'ineptie et la malveillance du gouvernement.

L'interprétation que je viens d'exposer n'est qu'une hypothèse qui, bien qu'elle ait été conçue beaucoup plus tôt, a été publiée exactement le jour de l'agression russe contre l'Ukraine, dans l'hebdomadaire *Polityka* le 23 février 2022. Dans ce nouveau contexte, je maintiens l'essentiel de mes réflexions. Mais pour conclure, j'essaierai d'examiner la manière dont la guerre actuelle a confirmé les diagnostics historiques du PiS.

Voici le plus important : la guerre attendue est arrivée. Il s'avère que nous vivons réellement dans « l'entre-deux-guerres ». Une autre question clé pour la mémoire historique de cette partie de l'Europe est la réconciliation polono-ukrainienne qui s'est faite en réponse à l'agression russe contre l'Ukraine. Au niveau des faits politiques, après les revers initiaux, le soutien polonais à l'Ukraine s'organise mieux que prévu et la modernisation de l'armée polonaise s'est accélérée. Pour ce qui est des perceptions propagandistes, le PiS commence déjà à prétendre que la résistance héroïque et jusqu'à présent assez efficace des Ukrainiens est le résultat non seulement de leurs préparatifs de guerre, mais aussi de leur éducation patriotique, de telle sorte que la nécessité d'un endoctrinement intensif orchestré par l'État semble bel et bien confirmée. Ce n'est évidemment pas vrai ! À cet égard, l'élément le plus important est l'esprit d'unité ukrainien, qui est l'exact opposé de ce que le parti au pouvoir fait en Pologne depuis des années. Dans le domaine des faits, la politique polonaise de querelle avec ses alliés de l'Union Européenne et de l'OTAN a fort heureusement momentanément cessé face aux impératifs que la guerre impose. Mais la surprise la plus importante, par rapport au diagnostic du PiS, a été la détermination des alliés les plus puissants à soutenir l'Europe de l'Est et, surtout, l'unité politique du monde occidental face à la Russie, y compris l'engagement sérieux de l'administration américaine démocrate. À l'aune de ces événements, la pertinence d'une politique et d'une idéologie fondées sur une analogie avec septembre 1939 a été remise en cause, du moins pour l'instant.

Cependant, le pire pour la politique polonaise dans les prochaines années est que la guerre a été une confirmation supposée de plusieurs idées fondamentales de l'idéologie de droite. Premièrement, le rôle de premier plan joué par la Pologne dans l'aide internationale à l'Ukraine permet d'entretenir, sous une forme adoucie, le mythe du messianisme polonais et de l'innocence historique des Polonais. Certes, la fonction de « rempart » de l'Occident a été reprise militairement par l'Ukraine, mais la Pologne y a aussi sa part. Deuxièmement, le sentiment anti-allemand, qui est central dans la construction idéologique et historique de Kaczyński, est renforcé en raison du comportement peu clair et dilatoire du gouvernement allemand. En conclusion, bien que les calculs fatalistes de Kaczyński se soient avérés infondés, le déclenchement de la guerre, ainsi que l'immense effort d'aide humanitaire à destination des réfugiés ukrainiens (dont plus de 4 millions ont déjà traversé la frontière polonaise), bien que davantage dû aux efforts des citoyens polonais qu'au gouvernement, contribueront sans doute à renforcer les mythes politiques les plus importants du PiS. L'avenir nous dira quel rôle la communauté des intellectuels indépendants et des historiens universitaires joueront dans cette histoire.

L'AUTEUR

Marek Węcowski est historien de l'antiquité grecque, directeur d'études à l'université de Varsovie, ancien élève de l'École des hautes études en sciences sociales à Paris (thèse de doctorat soutenue en 2000) et ancien *junior fellow* du Centre des études grecques de l'université Harvard. Il a publié récemment *The Rise of the Greek Aristocratic Banquet* (Oxford University Press, 2014) et son dernier livre, *Athenian Ostracism and its Original Purpose: A Prisoner's Dilemma* (Oxford University Press, 2022), doit paraître prochainement.

ABOUT THE AUTHOR

Marek Węcowski is an historian of Greek antiquity, associate professor at the University of Warsaw, an alumnus of the École des hautes études en sciences sociales in Paris (PhD 2000) and a former junior fellow at the Center for Hellenic Studies at Harvard University. He has recently published *The Rise of the Greek Aristocratic Banquet* (Oxford University Press, 2014) and his latest book, *Athenian Ostracism and its Original Purpose: A Prisoner's Dilemma* (Oxford University Press, 2022), is forthcoming.